



Arrêt

n° 83 560 du 25 juin 2012
dans l'affaire x / III

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 novembre 2011, par x, qui déclare être de nationalité serbe, tendant à la suspension et l'annulation de la « *décision de non-fondement de la demande d'autorisation de séjour de la requérante sur base de l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980* », prise le 3 août 2011.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 26 avril 2012 convoquant les parties à l'audience du 29 mai 2012.

Entendu, en son rapport, Mme M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me A. BOURGEOIS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. MATRAY *loco* Me D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

La partie requérante est arrivée en Belgique le 14 novembre 2010.

Le 16 novembre 2010, elle a introduit une demande d'asile, laquelle s'est clôturée négativement par l'arrêt n° 60 449 du 28 avril 2011.

En date du 17 mai 2011, la partie défenderesse a pris à son égard un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13^{quintes}).

Par courrier recommandé du 30 mai 2011, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9^{ter} de la Loi.

En date du 3 août 2011, la partie défenderesse a pris à son égard une décision déclarant non fondée sa demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9^{ter} de la Loi, lui notifiée le 19 octobre 2011. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Madame [M.G.], de nationalité Serbie (sic.), sollicite un séjour de plus de trois mois en Belgique sur base de l'article 9^{ter} en raison d'une pathologie qui l'affecterait.

Invité à se prononcer sur la situation médicale de l'intéressée et sur son éventuel retour dans son pays d'origine (la Serbie), le médecin de l'Office des Etrangers, dans son rapport du 05.07.2011, après étude des informations médicales en sa possession, affirme que la concernée souffre d'un état anxio-dépressif, de stresse (sic.) et migraines; elle suit un traitement spécialisé et médicamenteux.

Concernant la capacité de voyager, le médecin de l'Office des Etrangers affirme que l'intéressée est bien capable de voyager.

Pour ce qui est de la disponibilité du suivi spécialisé et du traitement au pays d'origine (la Serbie), le médecin de l'Office des Etrangers invoque plusieurs sites. Le site gouvernemental consulté <http://www.alims.gov.rs/cir/oagencili/biblioteka.php> confirme la disponibilité du traitement médicamenteux prescrit en Belgique. Le site <http://www.belmedic.rs/sr/doktori.html> signale l'existence dans ce pays des psychiatres et des psychologues. Par ailleurs, le site <http://ups-spa.org/index.php?option=comcontent&task=blogcategory&id=3&Itemid=9> qui est un site de l'association serbe de psychiatrie témoigne de l'existence des psychiatres en Serbie. Tandis que le site <http://www.dps.org.rs/english> témoigne de l'existence de l'association de psychologues qui compte 636 membres. Un autre site consulté <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2219903> a publié un article paru dans « world psychiatry » qui signale l'existence de 46 institutions psychiatriques et 947 neuropsychiatres en Serbie. Le centre hospitalier de Vranje, à proximité de la ville de résidence de la requérante dispose d'un service de psychiatrie comme l'indique le site <http://www.rzs.gov.rs/index.php?menu=255&lang=2>.

Le traitement médicamenteux et le suivi spécialisé sont disponibles en Serbie.

Dès lors, les soins étant disponibles en Serbie, et le patient, capable de voyager, le médecin conclut, du point de vue médical, qu'il n'existe aucune contre-indication à un retour au pays d'origine.

Quant à l'accessibilité des soins en Serbie, signalons que le régime serbe de sécurité sociale prévoit une couverture de base comprenant les assurances maladie-maternité, les pensions de vieillesse, de survivants et d'invalidité, l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, l'assurance chômage et les prestations familiales. Toutefois, notons qu'il existe des possibilités d'exemption des cotisations en faveur des personnes en situation de précarité. En plus, certaines catégories de personnes bénéficient des prestations en nature dans des conditions plus favorables. Sont classées (sic.) dans ce contexte, des enfants âgés de moins de 15 ans et jusqu'à 26 ans pour les étudiants, des femmes enceintes et jusqu'à 12 mois après leur accouchement, des personnes âgées de 65 ans ou plus, des personnes handicapées, des personnes atteintes du SIDA ou autres graves maladies ainsi que des personnes sans emploi ou ayant des très faibles revenus (http://www.cleiss.fr/docs/regimes/regime_serbie.html). Enfin, étant donné l'âge de la requérante (22 ans), rien dans le dossier ne prouve qu'une fois de retour dans son pays d'origine, elle ne pourrait pas avoir un emploi pour financer ainsi ses besoins médicaux. En plus, la requérante a de la famille en Serbie qui peut lui venir en aide pour financer ses soins en cas de nécessité.

Les soins sont donc disponibles et accessibles en Serbie.

L'avis du médecin de l'Office des Etrangers est joint à la présente décision, les informations du pays d'origine se trouvent dans le dossier du requérant auprès de notre administration.

Dès lors,

- 1) *il n'apparaît pas que l'intéressée souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique* ou
- 2) *il n'apparaît pas que l'intéressée souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne.*
- Par conséquent, il n'existe pas de preuve qu'un retour au pays d'origine ou de séjour constitue une atteinte à la directive Européenne 2004/83/CE, ni à l'article 3 CEDH. »*

En date du 19 octobre 2011, la partie requérante a pris à son égard un ordre de quitter le territoire, avec décision de remise à la frontière et décision de privation de liberté à cette fin (formule E).

2. Exposé du moyen d'annulation

La partie requérante prend un moyen unique de la « *violation des articles 9^{ter} et suivants de la [Loi], de l'article 75 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, de l'erreur manifeste d'appréciation, de la violation des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la [Loi], de la motivation insuffisante et dès lors, de l'absence de motifs légalement admissibles ainsi que de la violation du principe général de bonne administration et du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause, de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la Convention de New-York du 28 septembre [1954]* » (au terme d'une lecture bienveillante de la requête, celle-ci mentionnant 1945).

Dans ce qui s'apparente à une première branche, elle reproche à la partie défenderesse d'avoir motivé la décision contestée de manière stéréotypée et en ne prenant aucunement en considération les circonstances de l'espèce, à savoir la situation correcte de la requérante. Elle en déduit que la partie défenderesse a violé son obligation de motivation adéquate et, partant, les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 précitée et l'article 62 de la Loi.

Dans ce qui s'apparente à une deuxième branche, elle soutient que la partie défenderesse a violé l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après la CEDH). Elle rappelle que toute demande fondée sur l'article 9^{ter} de la Loi a pour fondement l'article 3 de la CEDH et fait grief à la partie défenderesse de ne pas s'être « *posé la question du lien de cause à effet existant entre le pays d'origine de la requérante et son état de santé, lien empêchant tout retour de la requérante dans ce pays* ». Elle conteste également l'analyse de la partie défenderesse quant à la disponibilité des soins et fait valoir qu'elle ne pourra y avoir accès en raison de son origine ethnique albanaise, argument qui n'a pas été pris en considération par la partie défenderesse.

3. Discussion

3.1. Sur la deuxième branche du moyen unique, en ce que la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération le lien de cause à effet existant entre le pays d'origine de la requérante et son état de santé, le Conseil observe, en l'espèce, à l'examen du dossier administratif, que la décision entreprise est notamment fondée sur un rapport établi par le médecin conseil de la partie défenderesse sur la base des certificats médicaux produits par la requérante, dont il ressort qu'elle « *présente un état anxiodépressif, un stress et des migraines* » nécessitant un traitement médicamenteux ainsi qu'un suivi psychiatrique et psychothérapique. Le rapport indique également que tant le traitement médicamenteux que le suivi sont disponibles en Serbie, et conclut que le syndrome de stress post-traumatique de la requérante peut « *être pris en charge en Serbie sans entraîner un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique car tous les soins requis sont disponibles dans le pays d'origine* », que « *la maladie ne présente pas de risque pour la vie et l'intégrité physique car le traitement est possible au pays d'origine* » et qu'« *il n'y a donc pas de contre-indication à un retour au pays d'origine* ».

Le Conseil relève toutefois que, dans sa demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9^{ter} de la Loi, la requérante faisait valoir notamment, certificats médicaux à l'appui, qu'elle « *est atteinte d'un état de stress post-traumatique dû aux traumatismes vécus dans son pays d'origine* » et « *qu'au vu de la cause de l'état de la requérante (...), un retour vers ce pays est totalement déconseillé* », argument qui n'est aucunement rencontré par la décision entreprise qui se limite à faire état de la disponibilité et de l'accessibilité du traitement médicamenteux et du suivi médical requis au pays d'origine.

Le Conseil rappelle, à cet égard, que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dès lors, en prenant la décision attaquée, sans rencontrer cet élément figurant dans la demande d'autorisation de séjour, la partie défenderesse a violé l'article 9^{ter} de la Loi, combiné à son obligation de motivation.

3.2. Le Conseil ne peut se rallier à l'argumentation développée par la partie défenderesse sur ce point, dans sa note d'observations, dans la mesure où celle-ci n'aborde pas la question du lien de la pathologie de la requérante avec son pays d'origine et se contente de considérations générales sur l'obligation de motivation formelle, similaires à celles énoncées *supra* au point 3.1. du présent arrêt.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen est fondé en sa deuxième branche qui suffit à l'annulation de l'acte attaqué.

Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements de la deuxième branche, ainsi que la première branche du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision déclarant non-fondée la demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9^{ter} de la Loi, prise le 3 août 2011, est annulée.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt et cinq juin deux mille douze par :

Mme M.-L. YA MUTWALE,

Président f. f., juge au contentieux des étrangers

Mme A. P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

M.-L. YA MUTWALE